



الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري
ⵛⵔⵓⵎ ⵉⵏⵏⵉⵎⵉⵔ ⵉⵏⵏⵉⵎⵉⵔ ⵉⵏⵏⵉⵎⵉⵔ
Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle

Publié sur *Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle* (<https://www.haca.ma>)

[Accueil](#) > « Les intérêts de l’Afrique doivent être préservés dans le nouvel ordre numérique mondial » Mme Latifa Akharbach, présidente de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle à la conférence internationale organisée à Londres par L’Université de Westminster les 27-28 juin 2024 sur le thème « La régulation des médias numériques et ses enjeux pour le Sud Global »

[A](#) [1] [A](#) [1]

« Les intérêts de l’Afrique doivent être préservés dans le nouvel ordre numérique mondial » Mme Latifa Akharbach, présidente de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle à la conférence internationale organisée à Londres par L’Université de Westminster les 27-28 juin 2024 sur le thème « La régulation des médias numériques et ses enjeux pour le Sud Global »

28 juin 2024



« Les intérêts de l’Afrique comme composante importante du Sud Global doivent être préservés dans le nouvel ordre numérique mondial » a plaidé Mme Latifa Akharbach, présidente de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle le jeudi 27 juin 2024 lors de la communication qu’elle a présentée à l’Université de Westminster à Londres dans le cadre des travaux d’une conférence internationale sur le thème de « La régulation des médias numériques et ses enjeux pour le Sud Global ». Pour justifier son plaidoyer, Mme Akharbach qui assume actuellement la présidence du Réseau des Instances Africaines des Autorités de régulation de la Communication a déclaré que « la réalité des risques numériques sur le continent n’est pas suffisamment connue au niveau international et les mesures de responsabilisation des acteurs numériques globaux déjà mises en place ne prennent pas en compte les contextes africains ».

Illustrant son propos de nombreux exemples et statistiques, Mme Akharbach a également affirmé que la question de la résistance des démocraties, face aux désordres de l’information dans la nouvelle réalité de l’espace public tel que transformé par les acteurs numériques privés et puissants économiquement et technologiquement a acquis une acuité particulière en Afrique. Selon elle, « à la persistance de la fracture numérique et de l’illettrisme électronique, s’ajoutent pour le continent, plusieurs vulnérabilités induites par la domination croissante des réseaux sociaux en tant que source d’information et espace d’engagement politique exposé à toutes sortes d’interférences et d’instrumentalisations ».

En conclusion de son intervention, Mme Akharbach a réitéré l’engagement de la HACA en faveur des droits en ligne des utilisateurs africains des plateformes numériques globales et formé le vœu que la vision géopolitique des *Big Tech* puisse évoluer à l’égard du continent. « En attendant, a-t-elle déclaré, malgré la mobilisation des pouvoirs publics africains dont notamment les régulateurs, les acteurs numériques globaux continuent d’investir dans les infrastructures leur permettant d’agrandir leur marché africain mais ces investissements ne sont point corrélés aux moyens et efforts consentis pour garantir aux usagers africains un environnement numérique sûr et respectueux de leurs droits ».

Il est à noter que cette conférence internationale a été organisée par Le Communication and Media Research Institute, centre de recherche de renommée mondiale rattaché à l’École des Médias et de la Communication de l’Université de Westminster de Londres. Les présentations et les débats ont réuni des experts, des chercheurs, des enseignants universitaires et des activistes d’internet d’Amérique du Nord et du Sud, d’Asie, d’Europe et d’Afrique.

La présidente de la HACA était accompagnée lors de cette conférence par Mme Latifa Tayah, directrice du département Etudes et Développement au sein de l’instance de régulation marocaine.



Liens

[1] <https://www.haca.ma/fr/javascript%3A%3B>